



PRÉFET DU RHÔNE

Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement
de Rhône-Alpes

Villeurbanne, le 11 mai 2015

Unité Territoriale Rhône Saône

Affaire suivie par : Laurent CROUZET
Cellule «Risques chroniques» et Territoriale
Téléphone : 04 72 44 12 04
Télécopie : 04 72 44 12 57
Courriel : laurent-a.crouzet@developpement-durable.gouv.fr
Référence : UTRS-CT/ST3-15-G3703A182-LC2601

DEPARTEMENT DU RHONE
Société FRESENIUS MEDICAL CARE- SMAD

**CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RISQUES
SANITAIRES ET TECHNOLOGIQUES**

Rapport de l'inspecteur de l'environnement

Objet : Installations classées - Demande d'autorisation d'une installation classée pour la protection de l'environnement

Références : Articles R.512-2 et suivants du code de l'environnement

Raison sociale : FRESENIUS MEDICAL CARE - SMAD
N° SIRET 432 343 085 00010

Adresse du siège social : ZI de la Pontchonnière - route de Chanade
BP 0106
69591 L'ARBRESLE Cedex

Adresse de l'établissement : Idem

Activité principale : Fabrication de fibres de filtration pour dialyse

Personne à contacter : Monsieur Thierry EYRARD, Président
Mmes Nathalie GUITTET, Elodie TARGA, service HSE
Téléphone: 04.74.01.60.00
Télécopie : 04.74.01.21.80

Références : Transmission DDPP du 08/08/2014 (dossier DAE) complété le 04/09/2014
Transmission DDPP du 26/01/2015 (retour d'enquête)

P.J. : 4 (3 annexes et 1 projet de prescriptions)

Code Gidic : 61.3703

1) Présentation de la demande

La société FRESENIUS MEDICAL CARE – SMAD exploite sur le site de SAVIGNY depuis 1977 une unité de fabrication de dispositifs médicaux pour la dialyse. Les extensions successives des installations ont été cadrées dans divers arrêtés préfectoraux réglementant son fonctionnement : autorisation initiale du 26/10/2005, arrêtés complémentaires des 8/10/2007 et 28/02/2012.

La demande consiste au projet d'implantation, à côté d'installations existantes, d'une unité de fabrication des fibres de filtration utilisées dans les filtres de dialyse produits sur le site, les fibres provenant actuellement d'une usine du groupe FRESENIUS implantée à l'étranger. La fabrication des fibres se fait par dissolution de granulés de matières plastiques dans un solvant puis extrusion dans une filière. Des extensions des installations existantes sont associées à ce projet pour augmenter la capacité de production de filtres complets : machines d'injection pour les boîtiers des filtres, stockages associés et diverses utilités (production de vapeur, air comprimé). La production actuelle de 23 millions d'unité sera portée à 30 millions en 2016 et au-delà ultérieurement.

La demande d'autorisation d'exploiter est justifiée par la fabrication de fibres et l'augmentation de fabrication de polyuréthane (rubriques 2660 et 3410-h de la nomenclature des installations classées) ainsi que l'augmentation de puissance cumulée des installations de combustion au-delà de 20 MW (rubrique 2910-A.1). Le classement sous la rubrique 3410-h soumet l'installation aux dispositions de la directive européenne IED sur les émissions industrielles nécessitant notamment la mise en place des meilleures technologies disponibles pour limiter les effets de l'installation sur l'environnement.

Le seul projet de fabrication de fibre représente un investissement de 70 M€ et conduira à la création d'environ 80 emplois. Le coût des investissements relatif à l'environnement sont de 5,7 M€ dont 5 M€ pour les installations de recyclage de l'eau.

Après son dépôt le 8 août 2014 et son complément le 4 septembre 2014, la recevabilité du dossier a été prononcée et l'Autorité Environnementale saisie le 17 septembre 2014.

La situation administrative des installations est détaillée dans le tableau en annexe 1 qui montre le détail des extensions apportées.

2) Situation et description de l'établissement :

Les installations existantes sont implantées sur la commune de SAVIGNY, dans la zone industrielle de la Pontchonnière sur une superficie de 63 000 m² (20 000 m² bâtis). L'extension de 36 000 m² (18 000 m² bâtis) se fera sur des terrains voisins disponibles dans la zone industrielle (voir plan en annexe 2) en limite de la commune de SAIN BEL.

Les enjeux environnementaux sont limités par la localisation des installations dans une zone industrielle. De par leur nature (transformations de matières plastiques et stockages associés) et les dispositions prises par le demandeur, les installations ont un impact limité décrit ci-dessous.

3) Présentation des impacts et risques dus au fonctionnement des installations :

3.0 Impact sur la faune et la flore

L'établissement actuel est implanté dans une zone industrielle et son extension se fera en continuité dans un secteur de cette zone non encore occupée. Cette zone d'activité n'est pas concernée par une ZNIEFF ou une zone Natura 2000.

Le projet d'implantation des installations nouvelles a pris en compte la présence possible sur le site d'œdicnèmes criards, espèce protégée. A cet effet, sera laissée libre de toute activité environ 10 000 m² de la parcelle où ne seront implantés qu'un parking de 5 000 m², coté usine, et, à l'opposé, un bassin de récupération des eaux pluviales de 1 500 m².

Ainsi cet espace pourra maintenir une zone propice à la présence de l'œdicnème criard qui y a été observé.

Une zone replantée de Rumex sera recréée en bordure de l'établissement pour reconstituer un milieu favorable au papillon cuivré des marais, espèce protégée, observé dans la végétation située en bordure d'une route et qui sera détruite par les travaux d'aménagement du site.

Ainsi le principe Éviter-Réduire-Compenser a été appliqué. Dans ces conditions, le projet présenté ne constituera pas une cause de destruction d'espèces et n'a pas été soumis à une procédure particulière à ce titre.

3.1 Eau

Prélèvement

La consommation en eau sur le site, en provenance uniquement du réseau d'eau public, est destinée essentiellement au traitement de l'eau et aux opérations de rinçage à l'eau chaude et de stérilisation à la vapeur des filtres qui nécessitent une eau purifiée et non recyclable en raison de la qualité médicale nécessaire. La consommation annuelle est de l'ordre de 380 000 m³ par an. L'extension des activités de production de filtres augmentera cette consommation à 650 000 m³ à échéance de 2017. La nouvelle installation de fabrication de fibres fonctionnera en circuit fermé grâce à une unité de régénération. Les analyses des consommations d'eau exprimées en litres par dialyseurs produits montrent une baisse de ce ratio suivi par l'exploitant

Rejets

Une partie des eaux industrielles (15 m³/h) sont dirigées vers le réseau d'assainissement public muni d'une station de traitement située à L'ARBRESLE, avant rejet dans la rivière BREVENNE. Une autre partie, dite « eaux claires » (25 m³/h), ayant une charge de pollution compatible avec un rejet dans le milieu naturel, rejoint un réseau spécifique créé en 2007 raccordant l'établissement à un réseau d'eaux pluviales situé en aval de la zone d'activité sur la commune de SAIN-BEL et se rejetant également dans la BREVENNE. Les nouveaux rejets se répartiront en 28 m³/h vers la station et 50 m³/h vers le réseau d'eaux pluviales.

Les eaux pluviales du site existant sont rejetées dans le réseau principal d'eaux pluviales de la zone industrielle. Celles de la nouvelle installation seront dirigées vers un bassin de rétention avant rejet dans le réseau spécifique recevant les eaux dites « claires ».

Un calcul des impacts des rejets dans la BREVENNE montrent qu'aucun paramètre n'est déclassé mais que le débit passe de moins de 1 % en débit moyen à près de 25 % en débit d'étiage.

Le demandeur devra satisfaire aux conditions d'acceptation de ses rejets dans les réseaux publics définies par convention, notamment le rejet dans le réseau d'eaux usées aura un débit maximal inférieur à 28,8 m³/h et sans rejet de DMAC*, les mesures et analyses de surveillance demandées seront réalisées. Les nouvelles conventions de raccordement sont en cours avec le SIABA pour les eaux usées et la CCPA pour les eaux claires

*DMAC (diméthylacétamide) : solvant utilisé pour la dissolution des matières plastiques en granulé qui peuvent ainsi passer dans une filière donnant des fibres micro-perforées utilisées dans les filtres.

3.2 Air

Les principales sources de pollution atmosphérique sont liées aux :

- émissions des chaudières à gaz alimentant le site en eau chaude et vapeur.
 - utilisations de divers solvants pour le nettoyage des machines d'extrusion et susceptible de générer des émissions diffuses de composés organiques volatils (COV),
 - émissions de COV issus des opérations de séchages des fibres après lavage du solvant utilisé dans leur fabrication, ces rejets de COV seront traités par passage dans une colonne de lavage à l'eau.
- Les niveaux des émissions prévues est faible, inférieurs à 1 mg/Nm³.

Après extension des activités, la réalisation d'une mesure des émissions de COV sera nécessaire.

Après extension des installations de combustion, la puissance installée cumulée (34 MW), dépassera le seuil de 20 MW soumettant l'établissement au système d'échange de quotas d'émission de gaz à effet de serre (CO₂).

3.3 Bruit

Les installations bruyantes actuelles et futures sont situées à l'intérieur des bâtiments. Les résultats d'un contrôle des émissions sonores, réalisé en 2011, ont montré le respect des valeurs limites admissibles en limite de propriété selon l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées. Seul un dépassement de 0,5 dB de l'émergence de nuit a été mesuré en limite de propriété sud-est et située à 70 m d'une habitation isolée. Les lotissements implantés dans le secteur sont distants de plus de 300 m et la nouvelle installation en sera séparée par les installations existantes. Aucune plainte n'est connue à ce jour. Un contrôle sera renouvelé lors de la mise en service des nouvelles installations afin de vérifier la conformité de ces niveaux sonores dans les nouvelles conditions d'aménagement du site.

3.4 Déchets

Les déchets qui proviennent de l'exploitation des activités sont clairement identifiés. Ils sont éliminés dans des installations dûment autorisées. Ce sont essentiellement des déchets non dangereux (2800 tonnes par an de matières plastiques, palettes, cartons). Les déchets dangereux produits dans l'établissement (65 tonnes par an) sont principalement des rebuts de production (24 t/an de résine polyuréthane) et des emballages souillés ayant contenus des produits corrosifs. L'extension conduira à la production supplémentaire de 2000 tonnes de déchets non dangereux et 150 tonnes de déchets dangereux à échéance 2017.

Ces déchets ne présentent pas de caractères particuliers et seront éliminés dans des filières classiques.

3.5 Sol et sous-sol

Les zones de stockage et d'emploi susceptibles de recevoir des déversements accidentels de produits liquides sont situées sur des cuvettes de rétentions de volumes adaptées.

3.6 Santé

Le risque sanitaire a fait l'objet d'une évaluation pour les diverses substances émises (composés organiques volatils, poussières). Le très faible niveau de ces émissions conduit à une évaluation d'un risque très faible : Quotient de danger 0.1 (seuil 1), Excès de Risque Unitaire $6.4 \cdot 10^{-10}$ (seuil 10^{-5}).

3.7 Risques

Les risques de pollution accidentelle sont limitées par la présence de rétentions au niveau des stockages et d'un bassin de récupération des eaux d'extinction susceptibles d'être polluées en cas d'incendie constitué par le bassin de récupération des eaux pluviales

Les risques d'incendie identifiés concernent l'incendie de divers stockages dont la modélisation des effets montre que les flux thermiques générés de 3, 5 et 8 kW/m² sont maintenus à l'intérieur des limites de propriété et sans effet domino sur les installations.

Les risques d'explosion concernent les locaux de chaufferies utilisant le gaz. La nouvelle chaufferie dont les effets sortent de quelques mètres des limites de propriétés dans des zones non habitées, aura des mesures de sécurité renforcées par la mise en place d'une détection de gaz déclenchant la fermeture de la vanne d'arrivée et d'une ventilation mécanique permanente.

3.8 Conditions de remise en état du site après exploitation

La remise en état du site prévue en cas d'une cessation d'activité est un nouvel usage industriel.

4) Avis de l'Autorité Environnementale :

Après analyse du dossier de demande, l'Autorité Environnementale conclut qu'au vu de sa nature et de sa localisation dans une zone industrielle, le projet comporte peu d'enjeux environnementaux. Les études d'évaluation environnementale produites sont proportionnées aux enjeux et l'étude d'impact présente, de façon justifiée, l'absence d'effets notables sur les différentes composantes de l'environnement. De ce fait, les mesures présentées par le demandeur pour supprimer, limiter et, si possible compenser les inconvénients de l'installation, sont adaptées.

5) Enquête publique, avis du Commissaire-Enquêteur :

L'enquête publique s'est déroulée du 12 novembre au 12 décembre 2014 et a permis de recueillir 2 documents écrits provenant de l'association « On Veut Respirer ».

Le Commissaire-Enquêteur a émis un avis favorable le 8 janvier 2015 en observant notamment que le projet respecte les critères environnementaux et ne vient pas compromettre l'équilibre des lieux et paysages voisins.

6) Consultation des communes

Ont été consultées 11 communes dans le rayon de 3 km autour de l'établissement. Les conseils municipaux des communes de SAVIGNY, BIBOST, BULLY, EVEUX, L'ARBRESLE, Saint GERMAIN-NUELLES, Saint PIERRE LA PALUD ont émis un avis favorable ou sans observation. Les communes de CHEVINAY, FLEURIEUX sur l'ARBRESLE, SAIN-BEL et SOURCIEUX-LES-MINES n'ont pas transmis d'avis qui sont donc réputés favorables.

7) Consultation des services administratifs

Consultées dans le cadre de l'avis de l'Autorité Environnementale :

- l'ARS a émis un avis favorable sous des réserves de prescriptions présentées en annexe 3,
- la DDT, en qualité de service environnement du Préfet, a émis des observations avec préconisations détaillées en annexe 3.

L'INOQ consulté n'a pas de remarque à formuler.

Le SDIS a fait des propositions de prescriptions intégralement reprises dans le projet d'arrêté joint, notamment sur l'implantation et la modification de poteaux incendie, et la disposition des accès.

8) Consultation du CHSCT de la société

Le CHSCT de l'établissement a été consulté le 22 janvier 2015 et a émis un avis favorable à l'unanimité.

9) Avis de l'inspection des installations classées:

La nature et le volume des installations de stockage et de transformation de matières plastiques exploitées actuellement ainsi que leurs extensions ont un faible impact sur l'environnement.

Seuls les débits d'eau rejetées ont un impact notable sur les réseaux de collecte et le milieu récepteur. La charge polluante est fortement diluée et a conduit à une séparation des rejets dans le réseau public « eaux usées » muni d'une station pour les plus chargées et dans le réseau « eaux pluviales » pour les eaux dites claires. Ces conditions de rejet sont acceptées par le gestionnaire du réseau dans le cadre d'une convention.

La création de l'unité U13 de fabrication des fibres apporte une source d'émission de COV pour laquelle le demandeur a prévu l'installation de tours de lavage suffisamment dimensionnées et permettant de respecter la valeur limite d'émission autorisable (2 mg/Nm³).

Les prescriptions générales seront celles habituellement appliquées aux établissements soumis à autorisation. Elles sont basées sur l'arrêté d'autorisation initiale (déjà modifié) et sont complétées pour les nouvelles installations par les prescriptions particulières relevant des arrêtés ministériels applicables adaptées aux cas particuliers des installations de la société FRESENIUS.

En particulier des campagnes de mesure de COV et de bruit seront prescrites à l'exploitant avec réalisation dans un délai de 3 mois suivant la mise en service de la nouvelle unité de production de fibres.

La société FRESENIUS devra engager les démarches nécessaires à son entrée dans le système des quotas de gaz à effet de serre dans l'année qui suivra la mise en service des chaudières dépassant le seuil de 20 MW.

10) Conclusions et propositions

En conclusion, nous proposons à Monsieur le Préfet de donner une suite favorable à la demande présentée par la société FRESENIUS MEDICAL CAR SMAD dans les conditions précisées dans le projet d'arrêté d'autorisation joint au présent rapport et qui abroge toutes les prescriptions antérieures fixées dans divers arrêtés complémentaires

Le présent rapport et le projet d'arrêté seront soumis à l'avis du CoDERST en application de l'article R512-25 du code de l'environnement.

L'inspecteur de l'environnement
chargé des installations classées

Laurent CROUZET

Vu et approuvé

Villeurbanne, le 11 MAI 2015

Le chef de la cellule Risques Chroniques et Territoriale

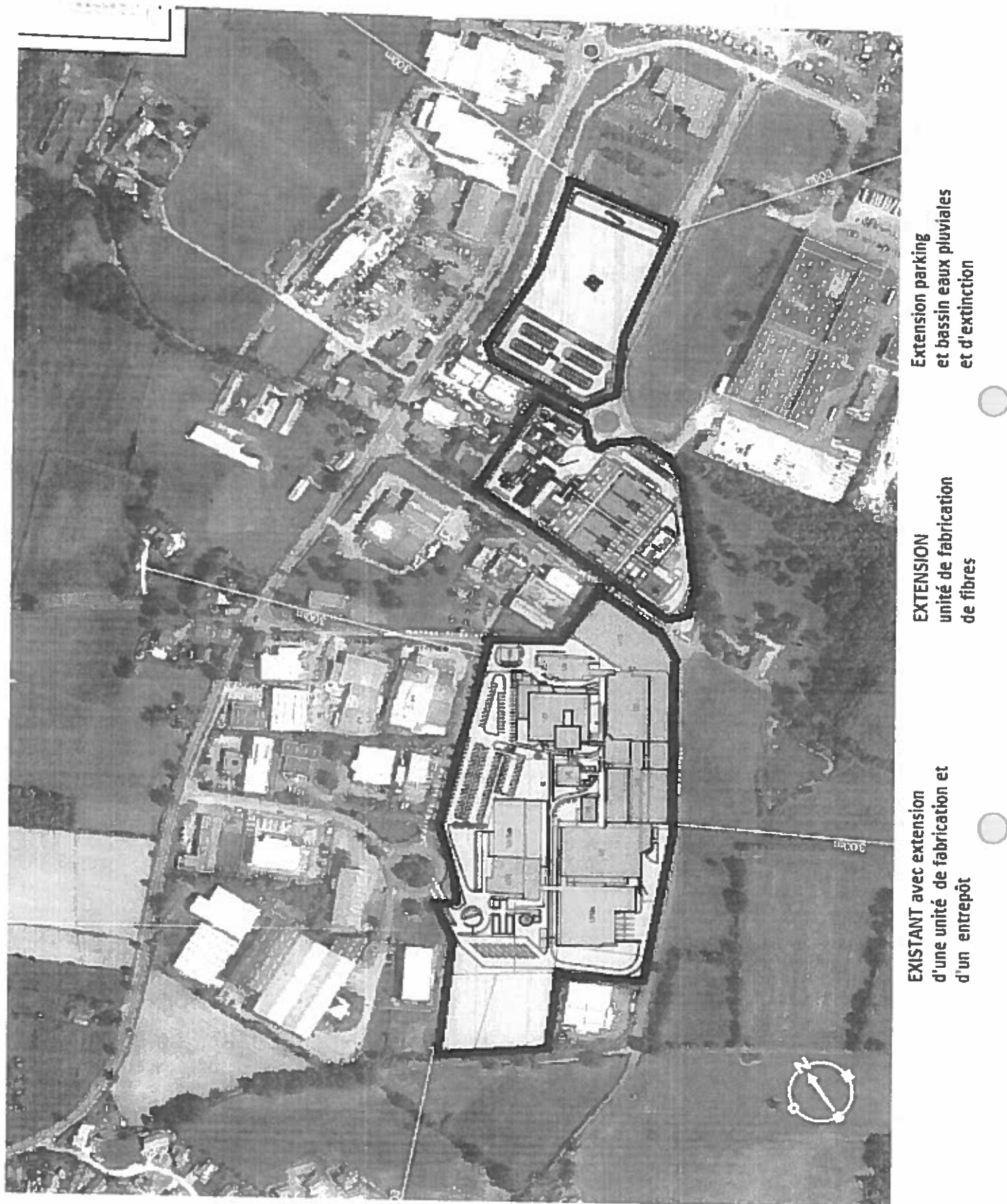
P. NICOLET

Nature des activités	Volume des activités	N° de Rubrique	Cls (1)	Situation administrative
Fabrication industrielle de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)	Fabrication de polyuréthane : installation existante : 3 500 kg Extension à 5 600 kg/j	2660	A	AP 28/02/2012 Extension
Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques tels que : - h) matières plastiques (polymères, fibres synthétiques, fibres à base de cellulose)	Projet Fabrication de fibres synthétiques : 3 000 kg/j	et 3410-h	A (IED)	Extension objet de la demande
NB : La rubrique 3410-h concernent les 2 activités				
Combustion A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, ..., si la puissance thermique nominale de l'installation est : 1. Supérieure à 20 MW	Chaudières au gaz naturel : Existant : U4 : 8 MW U12 : 2 x 4 = 8 MW Motopompe diesel : 0,125 MW Projet U13 : 3 x 6,18 = 18,5 MW Total : 34,625 MW	2910-A.1	A	AP 28/02/2012 Extension objet de la demande
Emploi ou stockage du diisocyanate de diphenylméthane (MDI) B. - Emploi et stockage. 1. Supérieure à 20 tonnes	65 tonnes	1158-B.1	A	AP 28/02/2012 sans changement
Transformation de polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) : 1. Par des procédés exigeant des conditions particulières de température ou de pression (extrusion, injection, moulage, segmentation à chaud, vulcanisation, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant : b) Supérieure ou égale à 10 t/j, mais inférieure à 70 t/j	Existant : 6,65 tonnes/jour Extension à 16 t/j Dont 10 t/j injection 3 t/j mise en forme des fibres 3 t/j de soudure thermique	2661-1.b	E	AP 28/02/2012 Extension objet de la demande
Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle a) La puissance thermique évacuée maximale étant supérieure ou égale à 3000 kW	Existant Unité 4: 1,8 MW Unité 9: 2 x 1,8 MW projet Unité 13 : 2 x 1,8 MW Unité 9 bis : 2,5 MW Total du site : 11,5 MW	2921-a	E	AP 28/02/2012 Extension objet de la demande
Gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n°1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Existant : 7 groupes froid + climatisations : 685 kg projet : 6 groupes froid + climatisations : 380 kg Total du site : 1 065 kg	1185-2.a	DC	AP 28/02/2012 Extension objet de la demande
Stockage de liquides inflammables : b) représentant une capacité équivalente totale supérieure à 10 m³ mais inférieure ou égale à 100 m³ - de 1 ^{er} cat (PE < 55°C) - de 2 ^{ème} cat (55°C < PE < 100°C)	Capacité équivalente : 36,4 m³ 3,2 m³ d'acide acétique (PE40°C) 165 m³ de DMAC (PE 60°C)	1432-2.b	DC	Extension objet de la demande

<p>Mélange ou emploi de liquides inflammables</p> <p>Lorsque la quantité totale équivalente de liquides inflammables de la catégorie de référence (coefficient 1 visé par la rubrique 1430) susceptible d'être présente est :</p> <p>A - Simple mélange à froid b) supérieur à 5 t, mais inférieure à 50 t</p> <p>B – Emploi b) supérieur à 1 t, mais inférieure à 10 t</p>	<p>DMAC : PE = 60°, d = 0,94 acide acétique : PE = 40°, d = 1</p> <p>Mélange Q éq. < 5 tonnes</p> <p>Emploi de 4 m3 de DMAC (3,7 tonnes)</p>	<p>1433-A.b</p> <p>1433-B.b</p>	<p>NC</p> <p>DC</p>	<p>Extension objet de la demande</p>
<p>Traitement de fibres synthétiques par lavage</p> <p>La quantité de fibres susceptible d'être traitée étant :</p> <p>2. supérieure à 500 kg/j, mais inférieure ou égale à 5 t/j</p>	<p>3 t/j</p>	<p>2311-2</p>	<p>D</p>	<p>Extension objet de la demande</p>
<p>Transformation de Polymères (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques) :</p> <p>2. Par tout procédé exclusivement mécanique (sciage, découpage, meulage, broyage, etc.), la quantité de matière susceptible d'être traitée étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 2 t/j, mais inférieure à 20 t/j</p>	<p>Actuel : 2,4 tonnes/jour Extension à 4,5 tonnes/jour</p>	<p>2661-2b</p>	<p>D</p>	<p>Extension objet de la demande</p>
<p>Stockage de polymère (matières plastiques, caoutchoucs, élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</p> <p>3. supérieure ou égale à 100 m³ mais inférieure à 1 000 m³</p>	<p>Actuel : 242 m3 Projet U13 : 542 m3 Total du site : 784 m3</p>	<p>2662-3</p>	<p>D</p>	<p>Extension objet de la demande</p>
<p>Stockage de produits dont 50 % au moins de la masse totale unitaire est composée de polymères (matières plastiques, caoutchoucs élastomères, résines et adhésifs synthétiques)</p> <p>c) Supérieur ou égal à 1 000 m³ mais inférieur à 10 000 m³.</p>	<p>Actuel 4061 m3 Projet extension et modification 5 388 m3 Total du site : 9 449 m3</p>	<p>2663-2.c</p>	<p>D</p>	<p>Extension objet de la demande</p>
<p>Installations de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de ... autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes</p> <p>La puissance installée des installations, étant :</p> <p>c. Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW</p>	<p>Broyage et ensachage de sels minéraux : 85,1 kW</p>	<p>2515-c</p>	<p>D</p>	<p>AP 28/02/2012 sans changement</p>
<p>Accumulateurs (ateliers de charge d').</p> <p>La puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW</p>	<p>Puissance maximale: Batteries : 81 kW Onduleur : 32 kW</p>	<p>2925</p>	<p>D</p>	<p>Extension Pas de changement de régime</p>
<p>(1) Cls. = Classement : A = autorisation, E = enregistrement; DC = déclaration avec contrôle périodique, D = déclaration, NC = Non Classé , IED : activité relevant de la directive IED (ex IPPC)</p>				

ANNEXE 2 - PLAN

Plan général du site



Observations recueillies par l'enquête publique	
L'Association On Veut Respirer demande divers compléments et/ou précisions d'informations relatives au chapitre EAUX, REJETS ATMOSPHERIQUES, IMPACT TRAFFIC, IMPACT BRUIT et SECURITE	Réponses apportées par la société FRESENIUS au Commissaire -Enquêteur
Observations des services consultés	Suites données par l'inspection des installations classées
ARS - PROPOSITIONS DE PRESCRIPTIONS	
Les réseaux intérieurs ne doivent pas pouvoir, du fait des conditions de leur utilisation et notamment à l'occasion de phénomènes de retour d'eau, perturber le fonctionnement du réseau auquel ils sont raccordés ou engendrer une contamination de l'eau- distribuée dans les installations privées de distribution. Les niveaux et dispositifs de protection devront répondre aux recommandations formulées par guide technique réseaux d'eau destinés à la consommation humaine l'intérieur des bâtiments (CSTB 2003).	Prescription habituelle reprise à l'article 2, point 4.4.2, de l'arrêté préfectoral du 26/10/2005 déjà applicable à l'établissement.
Autorisation de rejet d'eaux usées non domestiques à obtenir du gestionnaire du réseau public d'assainissement, accompagnée d'une convention définissant les modalités de rejet et de suivi.	Autorisation de rejet en cours de mise à jour
Réalisation d'une campagne de mesures acoustiques dès la mise en service du projet, afin de s'assurer du respect des valeurs limites réglementaires en limite de site et en zone d'urgences réglementées, de jour comme de nuit. Le site fonctionnant en continu pendant la majeure partie de l'année (7/7j, 24/24h), justifier le point de mesure du "bruit de fond masqué" (cf. figure p. 104) comme représentatif du niveau de bruit résiduel' par exemple' par une campagne de mesures incluant une des périodes d'arrêts prévues en été et à Noël (p. 102 étude d'impact), afin de disposer de mesures du niveau de bruit résiduel, à comparer avec la mesure simultanée au point du bruit de fond masqué.	Une mesure sera réalisée dans les 3 mois après la mise en service de la nouvelle installation. Prescriptions reprises à l'article 4.2 du projet d'arrêté préfectoral. Le point de référence « bruit de fond masqué » est choisi pendant la même période que la mesure de bruit ambiant sinon il n'y a pas représentativité de ce bruit de fond, le bruit de fond de toute la zone étant plus faible en période de vacances qu'en période normale d'activité.
Mise à jour régulière du plan de gestion de solvants en raison d'une consommation de plus de 1 tonne/an (environ 5 tonnes/an selon tableau p. 15 de l'annexe F)	La mise à jour réglementaire est annuelle, Prescriptions reprises à l'annexe 3 AIR, point 3 du projet d'arrêté préfectoral.
DDT - PRECONISATIONS	
- Eaux usées : - Eaux raccordées au réseau SIABA : Il est nécessaire de disposer des éléments fondant la convention de rejet pour pouvoir apprécier l'impact qualitatif et quantitatif des flux (13m3/h) sur le réseau d'assainissement du SIABA, notamment la capacité des DO, les évolutions de flux au cours d'une journée (pics?)	Autorisation de rejet en cours de mise à jour. En cas de difficultés ou de non conformités ultérieures, des prescriptions nouvelles pourront être fixées.
- Eaux claires et pluviales : - Eaux pluviales : pour apprécier les impacts il aurait été utile que le parcours des eaux pluviales entre la sortie du bassin de rétention et la Brévenne soit précisé et localisé, en particulier le point de rejet dans la Brévenne.	L'établissement étant raccordé au réseau géré par le CCRA, il n'est pas maître du tracé du réseau. Seul l'acceptation du rejet dans le réseau et l'évaluation de son impact final

<p>Des précisions sont à apporter sur le dimensionnement du débourbeur-déshuileur et sa localisation sur plan.</p> <p>Le dimensionnement du bassin de rétention des eaux pluviales doit respecter les objectifs de la zone blanche du PPRNi (la surface et la hauteur du bassin seraient à préciser sur plan).</p> <p>Les données fournies au dossier ne permettent pas de justifier du choix d'un volume de 1223 m3 par rapport à d'autres hypothèses. Les interactions de ce bassin avec la nappe souterraine située à 2 m de profondeur ne sont pas quantifiées.</p>	<p>ont été pris en compte. A noter que ce réseau est situé sous la route du Bois du Maine.</p> <p>Le dimensionnement du bassin est calculé sur les 5 l/s/ha préconisés par le règlement du PPRNI. Le débit de fuite en sortie du bassin est de 11 l/s. Le bassin sera étanche, aucune nappe n'a été trouvée à moins de 5 m, (forage) et ne serait présente jusqu'à 20 m (données hydrogéologiques).</p>
<p>Biodiversité : Natura 2000</p> <p>Au-delà de la simple affirmation d'absence d'incidence en p.132, un document simplifié d'évaluation des incidences devra être joint avec une cartographie minimale et une conclusion sur l'absence d'incidence (formulaires types auprès de la DDT).</p> <p>Espèces protégées</p> <p>S'assurer qu'il n'y a pas d'impact résiduel nécessitant une dérogation au titre de l'article R 411-1 du code de l'environnement pour perturbation intentionnelle et dérangement d'espèces protégées.</p> <p>Le dossier a fait une analyse bibliographique des espèces animales et végétales présentes sur le site du projet.</p> <p>Est prévu l'évitement d'un fossé propice à l'habitat du cuivré des marais et l'aménagement de la zone où a été observé l'œdicnème criard.</p>	<p>Aucune zone Natura 2000 n'a été identifiée dans un rayon de 10 km du site.</p> <p>Une cartographie des ZNIEFF dans un rayon de 7 km est présentée page 119, La plus proche est à 600 m. le dossier de demande comporte une étude d'impact.</p> <p>Le dossier comporte, en annexe E, une étude « faune-flore » faite sur le terrain qui a permis la mise en évidence de la présence des seules espèces protégées œdicnème criard et papillon cuivré des marais.</p> <p>Le principe Éviter - Réduire - Compenser a été appliqué permettant de ne pas engager de procédure de demande de destruction d'espèces, en accord avec le service Biodiversité de la DREAL</p>